

**Examen juin cours d'initiation économique, politique et sociale.**

2<sup>ème</sup> info 2003-2004

**INTRODUCTION.**

**Les indicateurs économiques.**

*Définir :*

***P.N.B.***

Produit national brut, permet de comparer l'évolution d'un pays.

Déf. :

" C'est la valeur de l'ensemble des biens et des services produits par un pays pendant une année."

" C'est la richesse totale produite au cours d'une année par un pays."

" C'est l'addition de toutes les valeurs ajoutées de chaque branches d'activités depuis la matière première jusqu'au produit final."

***Revenu national***

Revenus disponibles pour les ménages.

- Salaires
- Bénéfices des indépendants
- Intérêts de l'épargne
- Dividendes des actions
- Loyer
- Allocations sociales

(Revenus de complément ou de remplacement).

***Balance commerciale***

Recettes - paiement >0 balance commerciale positive.

= entrées de monnaie =sortie de monnaie (exportation) (importation) =0 balance commerciale équilibrée.

<0 balance commerciale négative.

***Inflation***

Hausse du niveau global des prix

***Pouvoir d'achat***

La quantité de biens qu'une unité monétaire ou un somme donnée permet d'acquérir.

***Productivité***

Productivité : le rapport entre la quantité produite et l'ensemble des moyens de productions utilisés pour atteindre cette quantité.

Fait par Nightsdarkangel.

***Investissement : distinguer investissement de rationalisation et d'expansion (conséquences)***

Un investissement, c'est une augmentation de capital technique (utilisable plusieurs fois) fixe de l'entreprise.

Il existe deux type d'investissement : de rationalisation et d'expansion.

Rationalisation : produire plus avec moins de coûts

Expansion : produire plus, avec un coût.

- Investissement de rationalisation.

Ce sont des investissements qui visent à réduire les coûts de production. On ne cherche pas à produire plus, on cherche à produire la même quantité avec des coûts moindre.

Ex : informatisation – robotisation, automatisation – rationalisation – restructuration.

De 1972 à 1982 : les entreprises belges ont été obligé pour rester concurrentielles de faire d'importants investissements de rationalisation. Il fallait introduire l'informatique dans le processus de production.

→ 72 : 72 000 chômeurs, 82 : 550 000 chômeurs. Investissements coûteux à l'époque (taux d'intérêts élevés à 17% d'où plus du tout d'argents pour investissement d'expansion.)

- Investissement d'expansion.

Ce sont des investissements qui visent à augmenter la capacité de production de l'entreprise.

Ex : création d'une nouvelle chaîne de production, achat d'une nouvelle filiale,...

Il en résulte une création d'emploi → à partir de 85, le chômage diminue, les taux d'intérêts aussi, la productivité augmente et les investissements sont moins coûteux.

***Taux de chômage***

Taux de chômage : pourcentage de la population ACTIVE non – occupée désireuse de travailler, indemnisée.

***Solde brut à financer***

Solde brut à financer : ensemble des emprunts (par an)

Emprunt (ou solde brut à financer) = recettes – dépenses

***Solde net à financer***

Solde net à financer = solde brut à financer – amortissements de la dette

Amortissements : montant du capital remboursé

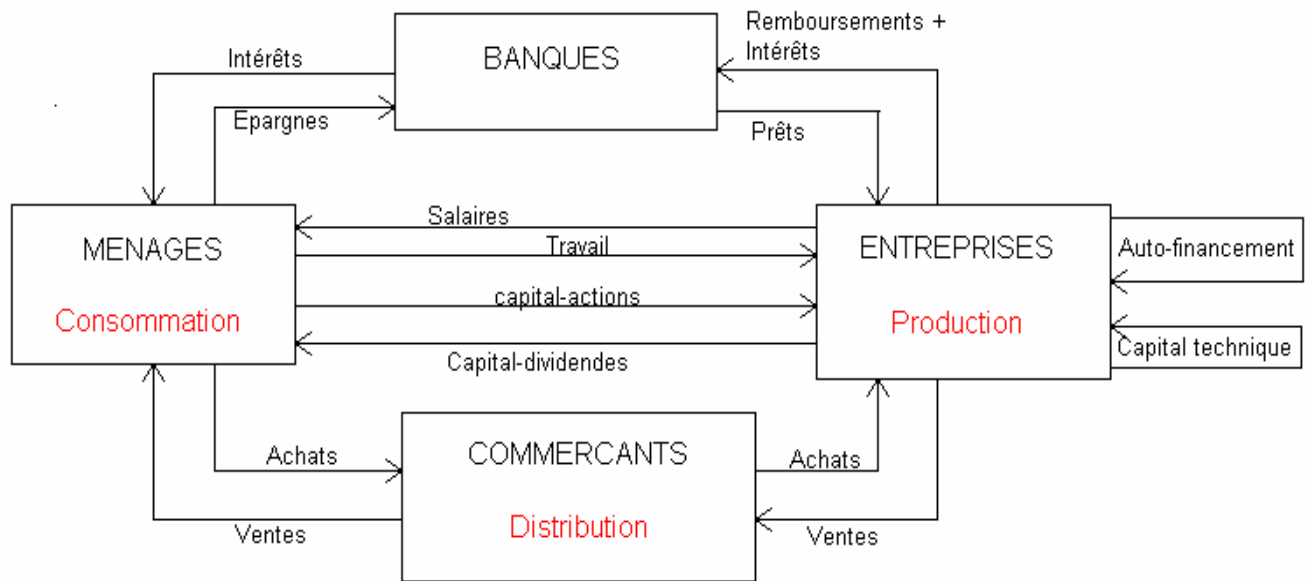
***Déficit budgétaire global***

Déficit budgétaire global : addition de tous les soldes à financer depuis que l'état s'endette.

**Le schéma du circuit économique.**

Fait par Nightsdarkangel.

**Savoir reproduire le schéma+montrer que les phénomènes sont interdépendants**



**Montrer en raisonnant à partir du schéma que dans la vie économique, quand cela va mal, cela a tendance à aller de + en + mal .**

Voir feuille photocopiée qui était la correction d’une interrogation.

**Montrer à partir du schéma en quoi consiste le monétarisme et expliquez pourquoi cela ne donne pas les résultats escomptés.**

**Montrer en quoi consiste la théorie keynésienne et expliquez pourquoi cela ne donne pas non plus les résultats attendus.**

	Théorie Keynesienne. Théorie de gauche.	Théorie monétaire. Théorie de droite.
Théorie de :	John Keynes (écologiste anglais 1883-1946)	Hilton Friedman (économiste américain, prix nobel en 1976)
Idée centrale	<u>L'accélérateur</u> Relance par la demande : si la demande augmente, cela crée du travail.	<u>Le frein</u> Relance par l'offre : diminution des coûts => chômage
Objectif	Le plein emploi : Il faut augmenter la production ainsi la demande augmente, le salaire augmente, le pouvoir d'achat augmente, la demande augmente, la production....	Rendre les entreprises + concurrentielles : Le poids de la politique keynésienne est supporté par les entreprises. Il faut rendre la compétitivité aux entreprises en diminuant les coûts de production.
Mesures concrètes	- Politique sociale : augmentation des petits salaires, des allocations, du minime - Grands travaux publics (ponts, autoroutes, maisons de la culture)	<u>Diminution du coût du facteur travail</u> - suppression de la liaison des salaires à l'index (1982, 3index supprimé) - instauration de l'index santé - suppression des avantages extra légaux

	<ul style="list-style-type: none"><li>- Augmentation des services publiques</li><li>- Embauchent de fonctionnaires, à la SNCB, dans l'enseignement</li></ul>	<p>(14em mois)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- établissement de statuts précaires</li><li>- diminution des charges patronales (40% à l'ONSS)</li></ul> <p><u>Diminution du coût du facteur capital, financier</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- diminution du taux d'intérêt</li><li>- aide de l'état à l'investissement</li><li>- politique d'encouragement pour les jeunes indépendants</li><li>- exonération fiscale pour els épargnants actionnaire investissant dans les entreprises belges</li></ul> <p><u>Diminution du coût de l'énergie</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- tarifs préférentiels pour les entreprises</li><li>- aides aux entreprises investissant dans les économies d'énergie</li></ul>
--	--	--

#### Inconvénients de la politique Keynesienne

- Cela entraine l'inflation et donc une hausse du taux d'intérêt.  
En effet, une augmentation de la masse monétaire sans une augmentation parallèle du volume des biens produits a pour conséquence l'inflation. Si le taux d'intérêt augmente, les entreprises sont pénalisées.  
Solution : blocage des prix
- Cela entraine l'endettement de l'état. Une dette acceptable au début d'une politique Keynesienne devient très vite insupportable.
- Une hausse du pouvoir d'achat n'entraine pas forcément une augmentation parallèle de la demande intérieure. On achète plus, mais des produits fabriqués dans d'autres pays.  
Solution : taxation des importations

#### Inconvénients de la politique monétariste

- La diminution des salaires entraine une régression, apportant une hausse du chômage.
- Les entreprises recevant des aides n'investissent pas nécessairement dans le même pays (délocalisation).

## **CHAPITRE I : EXPLICATION TECHNOLOGIQUE DE LA CRISE, REFLEXION SUR LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE.**

### **Histoire des crises.**

Fait par Nightsdarkangel.

**La crise actuelle s'inscrit d'après Kondratieff dans un mouvement cyclique où alternent les phases d'expansion et les phases de crises. Savoir dater les 4 phases que Kondratieff dégage en distinguant les phases d'expansion et les phases de crise.**

**Nommer pour chaque période les secteurs moteurs de l'expansion.**

**Nommer les types d'entreprises qui ont pris naissance à chaque phase.**

**Décrire les problèmes sociaux et les luttes sociales caractéristiques de chaque phase.**

**Nommer les idéologies qui se sont développées à chacune des périodes.**

Durée totale	1847→1895	1895→1945
Phase d'expansion	1847→1873	1895→1919
Phase de crise	1873→1895	1919→1945
Secteurs économiques et industriels moteur de l'expansion	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Machine à vapeur</li> <li>• Textile</li> <li>• Sidérurgie</li> <li>• Industrie du verre</li> <li>• Chemin de fer</li> <li>• Mine à charbon</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Electricité et moteur à explosion</li> <li>• Mécanisation de l'agriculture</li> <li>• Automobile</li> <li>• Radiophonie</li> <li>• Téléphonie</li> </ul>
Source d'énergie motrice	Charbon	Charbon - Pétrole
Forme des entreprises	Entreprise familiale à la place de l'artisanal	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entreprise familiale</li> <li>• Premières S.A.</li> </ul>
Problèmes sociaux, luttes sociales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune loi sociale</li> <li>• Lutte pour l'amélioration des conditions de travail</li> </ul>	Lutte pour l'amélioration de la qualité de vie
Développement des mouvements sociaux – Idéologies	Lutte des classes : Capitalisme, libéralisme contre communisme et socialisme	Extrémisme → fascisme, nazisme, racisme
Concurrence entre nations dominantes	G-B >< France	France >< Allemagne

1945 → 2000	2000 → ?
1945 → 1973	/
1973 → ?	/
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Electronique, pétrochimie</li> <li>• Télécommunications</li> <li>• Consommation de masse</li> <li>• Télévision</li> <li>• Industrie pharmaceutique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ordinateurs</li> <li>• Génétique</li> <li>• Espace</li> <li>• Industrie pharmaceutique</li> <li>• Exploitation des fonds marins</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pétrole</li> <li>• Nucléaire</li> <li>• Solaire, éolienne, barrage</li> <li>• Récupération (cartons,...)</li> </ul>	<p style="text-align: center;">Thermonucléaire          ↓          Fission...</p>
Multinationale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gigantisme</li> <li>• Holding</li> </ul>

Fait par Nightsdarkangel.

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Conglomérat</li><li>• Mondialisation</li><li>• Internationalisation</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Lutte autogestion</li><li>• Lutte participation à la prise des décisions</li><li>• Augmentation du pouvoir d'achat</li><li>• Syndicat incrusté dans l'entreprise</li></ul>	Société duale → conviviale
<ul style="list-style-type: none"><li>• Féminisme</li><li>• Ecologisme</li><li>• Mouvements sociaux</li></ul>	
Est >< Ouest	

En + → 1921 => 48h, 1936=> 1<sup>er</sup> congés payé et 1944 => ONSS.

Société duale : 80% rescapé de la crise, 20 % exclus (marginalisé par la crise)

Société conviviale : partage du travail et des revenus. 100% intégrés.

***Définir ce que fut « la révolution industrielle de 1840 » et relever les changements que cela a occasionnés (niveau économiques, social, relationnel).***

Passage d'une société agricole – artisanale à une société industrielle (1948).

- Secteur primaire → secteur secondaire
- Machine à vapeur = remplacement de travail manuel
- Disparition des artisans → apparition des industries
- Apparition de la classe ouvrière

***Ce que nous vivons actuellement (passage de la 2<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> vague) peut être comparé à ce qui s'est passé au moment de la révolution industrielle (passage de la 1<sup>ère</sup> à la 2<sup>e</sup> vague), expliquez.***

Passage d'une société industrielle à une société post – industrielle (1973).

- Secteur secondaire → secteur tertiaire
- Ordinateur = remplacement du travail intellectuel
- Fin des grands ensembles → éparpillement en petites unités de productions
- Forte extension du travail à domicile
- Fin des métiers
- Homogénéisation du travail

**L'exemple de l'industrie de la pierre dans notre région.**

***Montrer comment l'évolution technologique a transformé l'industrie de la pierre dans le tournaisis (des petits indépendants aux grands holdings internationaux).***

Avec document donné à l'examen + cahier.

**CHAPITRE II : LES FINANCES PUBLIQUES.**

Fait par Nightsdarkangel.

**Formule pour calculer le SALAIRE NET (salaire brut - salaire imposable - salaire net – salaire coût).**

**Montant des cotisations sociales du travailleur, du patron.**

Cotisation sociales du travail :

Si ouvrier (contrat de travail) : 13,07 % de 108 % du salaire brut

Si employé (contrat d'emploi) : 13,07 % de 100 % du salaire brut

Cotisation sociales patronales :

Si ouvrier (contrat de travail) : 40,2 % de 108 % du salaire brut

Si employé (contrat d'emploi) : 34,22 % de 100 % du salaire brut

- Salaire imposable = salaire brut – cotisation sociales du travail
- Salaire net = salaire imposable – précompte professionnel
- Salaire coût = salaire brut + cotisation sociales patronales

**Savoir calculer un SALAIRE NET (exercices avec documents).**

Prendre mon cours généreusement taper en long et en large. Voilà !

**Citer les principaux postes de recettes de l'état + ventilation + exemples.**

Feuille principaux postes de recettes + exemples dossier finances publiques.

Savoir donné exemples.

**Comparer IMPOT DIRECT ET INDIRECT (principes – caractéristiques – exemples).**

Quelques chiffres : 2000 € en revenu du travail → 630€

2000 € en revenu en capital → si 15% 2000 = 300 €

=> Les impôts sur le travail sont plus important que les impôts sur le capital

Se baser sur la feuille Les principaux postes de recettes

Recettes de capital fiscales : droit de succession

Recettes de capital non fiscal : revente de ports, revente de bâtiments, de véhicules,...

Recettes courantes non fiscales : vente du monitues(journal des lois), bénéfice des entreprises  
Publiques, redevance TV – radio

Impôts indirects : TVA, taxe récupel, accises

Impôts directs :

- 1) Impôts sur les revenus professionnels/du travail, calculé sur les salaires, les appointements, les traitements,...
- L'impôt sur les revenus est perçu par précompte calculé par le patron et versé directement à l'état
- 2) Impôt sur les revenus mobiliers calculé sur les intérêts et les dividendes perçu par précompte calculé par la banque et versé directement à l'état (15%)
- 3) Impôt sur les revenus immobiliers calculé par le revenu cadastral de la maison.  
Perçu par précompte payé par le propriétaire à l'état
- 4) Impôt sur les bénéfices des sociétés (barème différents que personne physique)

**Expliquer le mode de perception de l'impôt direct (3 étapes).**

Fait par Nightsdarkangel.

Voir feuilles données au cours les finances publiques. (Dossier de 3 feuilles donné par le prof.).

**Définir :**

**Dépenses courantes – recettes courantes.**

Dossier les finances publiques.

**Dépenses en capital – recettes en capital.**

Dossier les finances publiques.

**Budget des voies et des moyens + chiffres (2004).**

Feuilles « Les principaux postes de recettes » schéma du haut + dossier les finances publiques.

**Solde brut à financer + chiffres.**

Dossier les finances publiques.

**Solde net à financer + chiffres.**

Dossier les finances publiques.

**Budget en équilibre.**

Budget en équilibre → Recettes totales = dépenses courantes + dépenses en capital

**Budget admissible.**

Budget admissible → Recettes totales = dépenses courantes  
Emprunt = dépenses en capital

**Budget alarmant.**

Budget alarmant → Recettes totales + emprunt = dépenses courantes  
Autre emprunt = dépenses en capital

### **CHAPITRE III : O.N.S.S.**

**Savoir reproduire le schéma général**

- **Avec provenance des recettes :**
  - cotisations
  - interventions de l'état
  - financement alternatif
- **Les différents secteurs :**
  - services rendus
  - explications – abréviations – chiffres

Feuille avec le gros cadre ou INAMI, ONEM, ETC...

**Quels sont les facteurs qui expliquent le déficit ? (démographie – situation économique – bureaucratie et lien social).**

- 1) Démographie : population vieillissante, de + en + de pension, soins de santé augmentent. Entre 2010 et 2020 beaucoup de pension dû au babyboom d'après guerre.
- 2) Niveau de l'emploi : travailleur qui perde emploi → il coûte et il ne cotise plus (  $\mathbb{L}$  ► conjuncture économique)

Fait par Nightsdarkangel.

- 3) Manque de visibilité de cette solidarité obligatoire. On ne se rend pas compte de ce qu'on paie, on ne se sent pas responsable ( on va plein de fois chez le médecin, on fait des radios 2 fois,...)
- 4) On a de nouveaux besoins  
Ex : la médecine (ex : soins à domicile, appareil plus coûteux,...)
- 5) Compétitivité des entreprises mesure : employé ne paie pas de cotisations sociales, mais recette en moins.

***Quelles sont les solutions par rapport au déficit de l'O.N.S.S. ?***

- ***Augmentation des recettes...comment ? Lesquelles ?***
- ***Diminutions des dépenses***
- ***Expliquer en quoi consiste la solution qui consiste à structurer la sécurité sociale en 2 paliers.***

Financement alternatif :

\*ONSS financé par le travail (l'employeur qui a beaucoup, d'employé paiera beaucoup à l' ONSS)

\*Il faudrait que l'entreprise paie l' ONSS en fonction de ses bénéfices.

\*Cotisation sociales généralisé (CSG)

Les cotisations sociales sont calculé sur revenu de l'épargne, l'immobilier,... bref sur l'ENSEMBLE du travail ( ≠ revenu du travail)

Créer deux pilier :

- 1) Revenus de remplacement financé par les cotisations sociale (ex : pension, chômage, paiement des indemnité) c à d uniquement ONSS
- 2) Revenus de compléments (allocation familiale, remboursement soins de santé) seraient financé par fiscalité c à d l'Etat.

Danger : les flamand veulent régionalisé les fiscalité par région → ORSS

***Danger de régionalisation (explications).***

Revenu national pour le remplacement.

Régional pour complément. Donc différence entre sud et nord deux vitesses.

Voir feuille solutions et enjeux.

Bcp discuté et ça revient tout le temps lors de discussions.

***Danger de privatisation : comparer la sécurité basée sur la solidarité et les assurances privées basées sur le profit.***

Privatisation attention danger :

<b><u>Sécurité sociale</u></b>	<b><u>Assurance privée</u></b>
SOLIDARITE	CHACUN POUR SOI
Couvre tous les risques en rapport avec le travail	Choisit les risques qu'elle veut assurer
Elle travaille au coût de revient	Elle travaille pour faire du bénéfice

Fait par Nightsdarkangel.

On paie la prime identique aux autres, quelque soit le risque	On paie une prime plus élevée pour un risque plus grand
Les cotisations sont proportionnelles au salaire	On paie une prime en fonction de l'indemnité que l'on souhaite obtenir
On conserve ses droits si on tombe malade ou chômeur	On perd ses droits si on ne paie plus
La sécurité sociale assure tout le monde	L'assurance privée n'assure que ceux qui peuvent se le permettre

### **INAMI**

- **Quels sont les deux services rendus par l'INAMI ?**
- **Définir : ticket modérateur et jour de carence.**

Ticket modérateur : part réelle payé par le patron (rem : même si 7,20 => convention 7,15 €)

Intervention de la mutuelle pour un Ouvrier (contrat de travail) :

Du 1<sup>er</sup> au 14<sup>em</sup> jours : 100% du salaire payé par le patron (à noter 1<sup>er</sup> jours pas payé)

Du 14<sup>em</sup> jour à 1 mois : 60% du salaire payé par la mutuelle + 40% par le patron

De 1 mois à 1 année :

- si chef de famille ou isolé : 60% du salaire brut payé par la mutuelle (max 60€/jours \* 6)
- si cohabitant : 55 € du S. brut (max 50€/jour \* 6)

1 an et plus (invalidité) : 65 % si chef de ménage  
45 % si isolé  
40 % si cohabitant

Intervention de la mutuelle pour un employé (contrat d'emploi) :

Du 1<sup>er</sup> jour à 1 mois : 100% du salaire payé par le patron

De 1 mois à 1 année :

- si chef de famille ou isolé : 60% du salaire brut payé par la mutuelle (max 60€/jours \* 6)
- si cohabitant : 55 € du S. brut (max 50€/jour \* 6)

1 an et plus (invalidité) : 65 % si chef de ménage  
45 % si isolé  
40 % si cohabitant

Demande à faire en cas de maladie :

1 prévenir le patron le 1<sup>er</sup> jour

Fait par Nightsdarkangel.

- 2 envoyer le certificat médical dans les 48 heures
- 3 se laisser examiner par le médecin de contrôle payé par le patron et le médecin conseil payé par la mutuelle.
4. prévenir la mutuelle dès 14 jours pour l'ouvrier ou 1 mois pour l'employé  
*ATTENTION ne pas oublier de prévenir la mutuelle ATTENTION*

- *Exo concrets avec les notes de cours*

### **ONEM**

- *Qui a droit aux allocations de chômage ?*
  - *Cas du jeune qui a terminé ses études et qui n'a jamais travaillé*
  - *Cas du travailleur qui a perdu son emploi*
- *Quelles sont les démarches à accomplir après l'école ?*

Document ONEM :

### **II.**

2.1 1<sup>er</sup> cas : le cas du jeune qui a terminé ses études et qui n'a jamais travaillé  
**=> allocation d'attente (et non de chômage)**

Conditions :

1. Etre inscrit comme demandeur d'emploi au forem (01/09 au + tard)
2. avoir effectué un stage d'attente (période de recherche active) de 233 jours (+-9mois)
3. Etre prêt à accepter tout emploi convenable

Choses à faire :

Entre le 1 juillet et le 1<sup>er</sup> août : inscription au forem

Entre le 1<sup>er</sup> août et +- le 1<sup>er</sup> mai (= 233jours) recherche de travail

- Après +- le 1<sup>er</sup> mai :
- réactivation de l'inscription au forem
  - choix d'une caisse de paiement (capac ou Syndicat)
  - pointage le 3 et 26 du mois

Que vais-je toucher comme revenus ?

Allocation familiales jusqu'à la fin du stage d'attente ensuite

Cohabitant : 325 €

Isolé : 595 €

Chef de ménage : 838 €

2.1 2em cas conditions :

1. Ne pas avoir été renvoyé pour fautes graves
2. Ne pas avoir quitter volontairement l'emploi précédent.
3. Etre prêt à accepter tout emploi convenable
4. Avoir travailler un certain nombre de jour pendant une certaine

période précédent le chômage (tableau ci-dessous)

NB : pas d'attente.

Age	Nombre de jours presté	Sur la période précédent de
- de 18 ans	/ (école obligatoire)	/
18 à 25 ans	312	18 mois
26 à 35 ans	312	18 mois
36 à 50 ans	468	27 mois

Fait par Nightsdarkangel.

50 ans et +	624	36 mois
-------------	-----	---------

Montant des allocations chômage :

Chef de ménage : 60% du salaire brut perdu (min : 860 €, max : 1006 €)

Isolé : 1 jours → 1 an : 60% du salaire brut perdu (min : 723 €, max : 1006 €)

1 an et plus : 50% du salaire brut perdu (min : 723 €, max : 836 €)

Cohabitant : 1 jours → 1 an : 55% du salaire brut perdu (min : 540 €, max : 922 €)

Ensuite cela dépend du nombre d'année que l'on a travaillé

Si un an de travail du 12 → 15 mois : 40% du salaire brut perdu (min : 670 €, Max : 540 €)

Si deux ans de travail : du 12 → 18 mois : idem 12 → 15 mois

Si trois ans de travail : du 12 → 21 mois : idem 12 → 15 mois

Si quatre ans de travail : du 12 → 24 mois : idem 12 → 15 mois

Etc...

Ensuite une fois la période terminée : un forfait fixe de 382 €

- **Exercices concrets avec les notes.**

### **ONAFTS**

- **Services rendus**

1 Allocation de naissance :

Ex : 1<sup>er</sup> enfant 983,68 € (si triplés 3\*983 €)

2eme enfant 740,10 €

3eme enfant 740,10 €

Prime d'adoption : 964,4 €

2 Allocation familiale

Montant :

Montant de base	6-12 ans	12-18 ans	+18ans
1 <sup>er</sup> enfant 72,61 €	+25,22 €	+38,58 €	+49,01 €
2em 134,35 €	//	//	//
3em 200,59 €	//	//	//

- **Exercices avec notes**

### **ONPTS**

- **Services rendus**

Pension de retraite pour une carrière complète :

Pour un ménage : min. 1040,5 €

Pour un isolé : min. 832,66 €

Pension de survie : 819 €

- **Exercices avec notes**

### **F.A.T.**

- **Services rendus**

Bénéficiaires du FAT : victimes d'un accident de travail

Fait par Nightsdarkangel.

- *Exercices avec notes*

**F.M.P.**

- *Services rendus*

Bénéficiaires du FMP : victime de maladies professionnelles

- *Exercices avec notes*

## **CHAPITRE IV : STATUT SOCIAL DE L'INDEPENDANT – LES DIFFERENTS TYPES D'ENTREPRISES.**

*Savoir reproduire le schéma général expliquant le statut social de l'indépendant (I.N.A.S.T.I.).*

INASTI institut national d'assurance sociale pour travailleur indépendant

L'indépendant paie une cotisation sociale trimestrielle proportionnelle aux revenus (462 € → 2918 €) à une caisse d'assurance de son choix. Celle-ci reverse à l' INASTI qui donnera

- 1) Pension (voir chiffres)
- 2) Allocation familiales (identique que le salarié, sauf pour le premier enfant, il touche moins)
- 3) Remboursement soins santé mais uniquement gros risques
- 4) Indemnité de maladie (voir documents)

*Connaître le tableau de comparaison des différents types d'entreprises (individuelles – SPRL – SPRLU – SA).*

Entreprise individuelle

- Les capitaux proviennent de l'entrepreneur par autofinancement ou emprunt
- L'entrepreneur dirige, c'est lui le patron
- Les bénéfices retournent au patron seul, lui seul décide d'investir ou non.
- - En cas de faillite l'entrepreneur est totalement responsable de toutes ses dettes
- Statut → toujours indépendant

SPRL (Société Privée à Responsabilité Limitée)

- - les capitaux proviennent de min. 2 associés
- - capital min. de départ (18.592 €)
- - parts de valeur égales (un des deux associés peut en avoir plus)
- Une assemblée générale d'associé désigne et contrôle un gérant
- Les bénéfices sont partagés à la fin de l'année entre les associés en fonction du nombre de parts détenus
- Les associés ne sont responsables que à concurrence de la valeur des parts détenus. Le statut du gérant est soit indépendant soit salarié. Les SPRL ne peuvent faire des activités de financement

SPRLU (SPRL unipersonnelle)

- Les capitaux proviennent de l'entrepreneur avec un capital de départ min. de 18.592 €
- L'entrepreneur décide seul

Fait par Nightsdarkangel.

- L'entrepreneur gère seul les bénéfices
- En cas de faillite : séparation du patrimoine privé et du patrimoine commercial. Si faillite on en rembourse ainsi que ce qu'on a mis dans sa société. Le statut est toujours indépendant.

#### SA (Société anonyme)

- Les capitaux proviennent de min. 2 actionnaires qui ont soit des actions nominative ou des actions au porteur (action nominative → assemblée générale, action au porteur → averti par la presse). La société est parfois cotée en bourse. Le capital de départ est de 61.974 €
- Les actionnaires faisant parti de l'assemblée générale désigne un conseil d'administration qui nomme un comité de gestion courante qui lui-même choisira un PDG
- Les bénéfices sont partagés entre les actionnaires en fonction de la valeur de l'action
- Responsabilité des actionnaires limitée à la valeur de l'action. Statut du PDG est salarié(cadre). Toutes les activités sont permises.

## **CHAPITRE V : LE POUVOIR FINANCIER – LA MONDIALISATION.**

### *Schéma de fonctionnement d'une SA*

*Que gère une SA ?*

*Qui détient le pouvoir ?*

*Qu'est-ce qu'un holding ? Exemple.*

*Expliquez pourquoi il suffit à un holding de détenir 20% du capital d'une SA pour la contrôler.*

*Définir une OPA + exemple. A quelle condition une SA est-elle à l'abri d'une OPA ?*

Assemblée générale des actionnaires

↓(Norme et contrôle)

Conseil d'administration

↓

Comité de gestion courant

↓

Président directeur générale = administrateur délégué

→ directeur commercial

→ directeur technique

→ directeur financier

→ directeur administrateur

Qui gère au quotidien ?

C'est le PDG avec les différents directeur de département.

Fait par Nightsdarkangel.

Qui détient le pouvoir de décision final ?

Les actionnaires MAIS le véritable pouvoir de décision est aux gros actionnaires. Les petits actionnaires. Les petits actionnaires n'existent pas à l'assemblée générale.

Qui sont généralement les holdings ? Qu'est-ce qu'un holding ?

C'est une S.A (généralement issue d'une banque) dont l'activité unique consiste à financer d'autres S.A. dans le but de les contrôler et ainsi augmenter leurs pouvoirs. En détenant 20% du capital d'une S.A., un holding peut contrôler cette S.A. car les 80% restant sont entre les mains des petits actionnaires. Cependant un holding qui possède 20% du capital d'une S.A. peut la contrôler mais n'est pas à l'abri d'une O.P.A. (Offre Publique d'Achat). Pour être à l'abri d'une O.P.A. il faut détenir 50,1% du capital.

Qu'est-ce qu'une O.P.A. ?

Offre publique d'achat, offre par laquelle une société fait connaître au public son intention d'acquérir un certain nombre de titres d'une société afin de la contrôler.

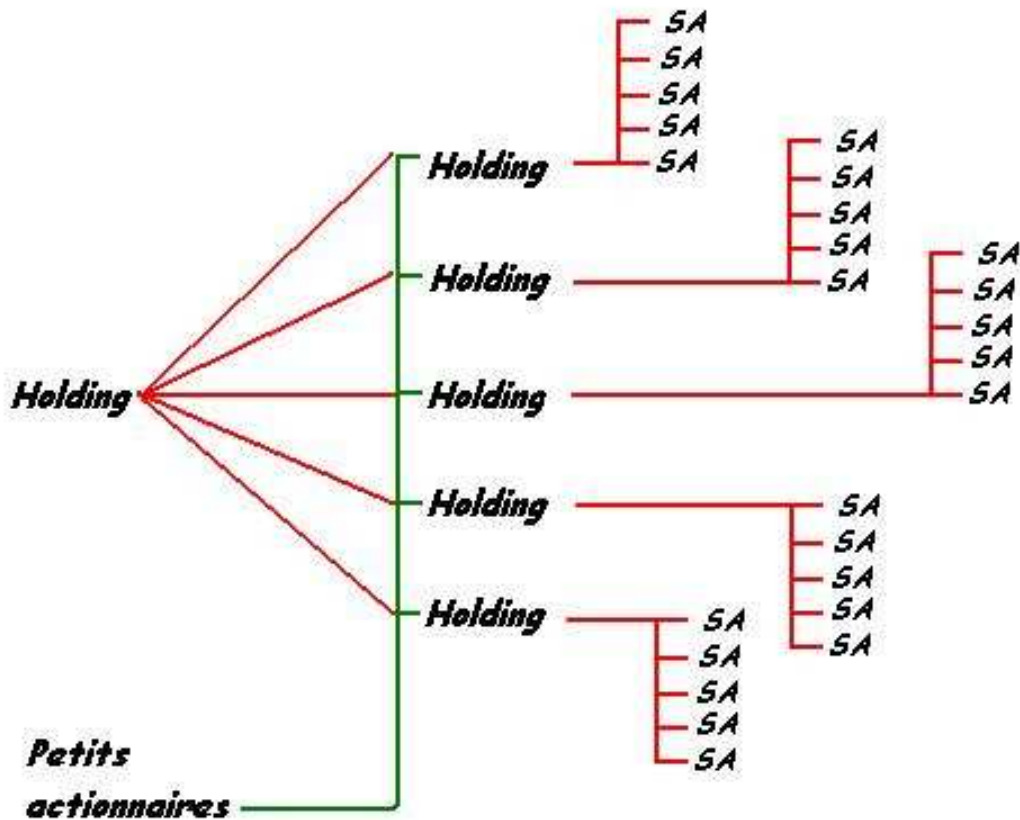
ex: 1<sup>er</sup> Mars 1998, groupe Carlos de Benedicti fait une O.P.A. aux petits actionnaires de la société générale de Belgique (8000fb contre 4000fb coté en bourse dans le but de contrôler cette société générale de Belgique.

**Faire le schéma de contrôle de 5 SA par un holding (contrôle par participation directe).**  
Schéma de contrôle par participation directe de 5 S.A. (capital 1.000.000 €) par un holding (capital 1.000.000€) :



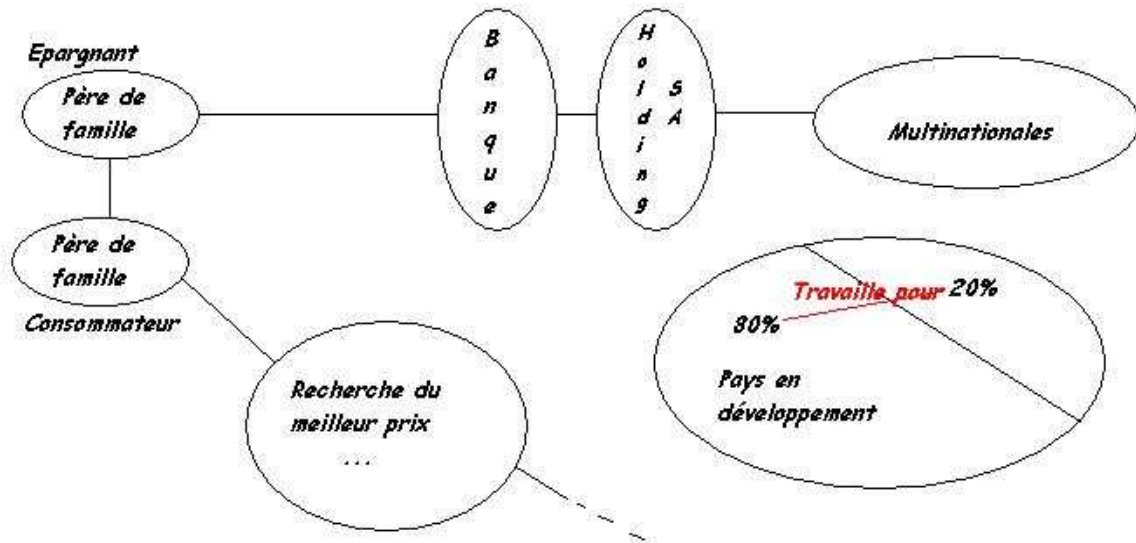
**Faire le schéma de contrôle de 25 SA par un holding (contrôle par participation indirecte).**  
Schéma de contrôle par participation indirecte de 25 S.A. (1.000.000€ de capital) par un holding (capital de 1.000.000€) :

Fait par Nightsdarkangel.



Les holdings ne font que financer. Ils dominent le monde. Ils ont le pouvoir de créer de l'emploi, de délocaliser, ils dominent la mondialisation.

Faire le schéma qui explique « la logique du profit ».



Le pouvoir des grands groupes financiers est plus fort que le pouvoir politique. Expliquer (voir article).

Fait par Nightsdarkangel.

***La « logique du profit » entraîne une répartition inéquitable des richesses mondiales. Montrez-le par des chiffres bien choisis.***

80% de travailleurs exploités (pas de lois sociales, pas de protection,...). Qu'importe ce que nous faisons, nous entraînons la logique du profit. On cherchera toujours à gagner de l'argent. Il en résulte qu'il y a du chômage chez nous, et des esclaves dans les pays en voie de développement.

***Le pouvoir des grands groupes financiers est plus fort que le pouvoir politique.***

Dans texte « entreprise mondiale et impuissance économique »

***En quoi consiste la taxe « Tobin » ? Que pourrait rapporter une telle taxe ?***

Dans texte « maîtriser la spéculation ».

## **CHAPITRE VI : LE POUVOIR POLITIQUE.**

### **Savoir résumer les idées centrales des différentes idéologies politiques.**

*Voir documents remis en classe.*

### **A propos des institutions européennes.**

***Savoir reproduire le schéma expliquant les étapes de la prise de décision en Europe.***

***Savoir citer les institutions européennes (composition – rôles – siège...).***

- Préparation, initiative.

Par la commission

Composé de 30 commissaires (1 par petit pays, 2 par grands pays)

Chaque commissaire prépare un projet de son domaine.

Sert à faire avancer l'union.

Représente les intérêts de l'Europe.

Siège : Bruxelles.

- Examen du projet et vote.

Par le conseil des ministres

Composé de 15 délégations (1 par pays) qui varie en fonction du projet

Décisions prises à l'unanimité ou à la majorité qualifiée

Représente les intérêts de chaque état membre

Siège : 50% des cas à Bruxelles.

Fait par Nightsdarkangel.

- Représentation du projet adopté par les 1<sup>er</sup> ministres aux députés européens.
- Vote.

Par le parlement européen.

Composé de 624 députés européen élus dans un suffrage universel

Représente les intérêts des citoyens.

Siège : A Bruxelles ou à Strasbourg.

- Exécution de la décision par la commission.

Rem : - cours de justices à Strasbourg  
- Conseil des ministres ralentit tout.

### ***Quorum des votes au conseil des ministres (majorité simple – unanimité – majorité qualifiée).***

Majorité simple : comme son nom l'indique il faut 51% des voix. Jamais utilisé.

Unanimité...

Majorité qualifiée : il faut 72% des voix.

Voir pour els voix le texte pouvoir exécutif européen cadre en bas a droite.

A noter que pour certaines décisions, certain pays ne vote pas.

Ex : pour une loi sur la pêche, l'Allemagne ne votera pas...

### **A propos du pouvoir judiciaire.**

***Savoir le tableau récapitulatif des compétences des différents tribunaux.***

#### **Structure du pouvoir judiciaire.**

On retrouve dans le système judiciaire deux fonction, une civile pour régler les conflits et une fonction pénale pour punir les infractions.

Le tribunal de justice de paix et le tribunal de police sont au niveau inférieur. Au niveau suivant on retrouve la tribunal de commerce, le tribunal civil de 1<sup>er</sup> instance, tribunal du travail et le tribunal correctionnel.

Au niveau supérieur on retrouve la cour d'appel et la cours du travail.

Il existe la cour d'assise qui n'est pas classable dans un niveau qui s'occupe des crime et des délits de presse et de délits politiques.

Enfin tout en haut on retrouve la cour de cassation qui peut se permettre de casser un verdict s'il y a eu défaut de procédure. Elle cassera, mais ne s'occupera pas du procès, il se refera entièrement à la cour d'appel ou cours d'assise.

<b>Catégorie</b>	<b>Nombre et siège</b>	<b>Compétences</b>	<b>Fonction</b>
Cour de cassation	1 → Bruxelles	Décide de casser ou non un verdict de la cour d'appel ou la cour d'ascisse	Civile et pénale
Cours d'ascisse	11 → 1 par province + Bxl	- Crime - Délit de presse	Pénale

Fait par Nightsdarkangel.

		- Délit politique	
Cours d'appel	5 → Bxl, Liège, Gand, Anvers, Mons	Appel du tribunal de commerce, du tribunal correctionnel et du tribunal civil de 1 <sup>er</sup> instance	Civile et pénale
Cours du travail	5 → Bxl, Liège, Gand, Anvers, Mons	Appel du tribunal de travail	Civile
Tribunaux du travail	27 → 1 par arrondissement	Conflits sociaux (patron, ouvrier, syndicat, mutuel,...)	Civile
Tribunaux du commerce	27 → 1 par arrondissement	- Affaire commerciale de + de 1875€ - Appel justice de paix	Civile
Tribunaux civils de 1 <sup>er</sup> instance	27 → 1 par arrondissement	- Conflits de + de 1875€ - Divorce - Héritage - Appel du tribunal de justice de paix	Civile
Tribunaux de la jeunesse	27 → 1 par arrondissement	- Jeunes de – de 18 ans	Prévention
Tribunaux correctionnel	27 → 1 par arrondissement	- Délits - Crime correctionnel (correctionnalisé) - Appel tribunal de police	Pénale
Tribunaux de police	32 → 1 par arrondissement + supplément dans grands cantons	- Juge les contraventions	Pénale
Justices de paix	222 → 1 par canton judiciaire	- Conflit familiaux excepté divorce - Conflit de – de 1875€ - Contrat de bail, location,...	Civile